



## Le SICTAME-UNSA vous informe

[www.sictame-unsatotal.org](http://www.sictame-unsatotal.org)



### Souscrire ou pas ..., telle est la question !

**L'augmentation de capital 2011 réservée aux salariés et anciens salariés du groupe Total a été annoncée.**

Le prix de souscription de l'action n'est pas encore connu, mais devrait se situer aux environs de 35 €. Les modalités de cette augmentation de capital sont largement décrites sur le site internet que Total a dédié à l'opération et nous vous y renvoyons : [www.totalcapital2011.com](http://www.totalcapital2011.com).

Le SICTAME est favorable au **développement de l'actionnariat salarié, qui est un des éléments clés de la participation, bénéfique à l'entreprise et au personnel :**

- pour l'entreprise, c'est le gage d'un actionnariat stable et l'assurance d'une implication accrue du personnel ;
- pour les salariés, c'est sa meilleure association à la marche de l'entreprise et à ses résultats, sous réserve cependant que l'entreprise n'en tire pas parti pour rogner sur d'autres éléments de leur contrat social.

**Pour les salariés de Total, l'accès au capital de leur entreprise est loin d'être égalitaire :**

- certains des salariés y ont accès, sans aucune prise de risque et sans aucune mise de fonds initiale, par le biais d'options d'actions ou/et d'actions gratuites dites 'actions conditionnelles' ;
- tous les salariés y ont accès, moyennant finance et prise de risque, via des augmentations de capital réservées.

**La dernière augmentation de capital de ce type remonte à mars 2008**, le prix de souscription était de 44,4 € ; elle faisait suite à celle intervenue en février 2006 au prix de 166,6 €, soit 41,65 € après division par 4 du nominal. Les 2 dernières augmentations de capital réservées aux salariés ont été moins gagnantes que les précédentes. C'est le dividende servi qui a sauvé le souscripteur et lui a assuré un rendement annuel (à fin janvier 2011) de 6,3 % pour la souscription de 2006 et de 5 % pour celle de 2008. Le dividende de 2,28 € pour un cours de bourse de 44 € représente 5,2 % et 6,5 % pour un prix de souscription de 35 € (6,7 % avec les 1,14 € versés dès la souscription).

**La distribution d'options d'actions et celle d'actions conditionnelles** a concerné, en 2010, 10 % des salariés du groupe. On constate cependant une forte concentration de cette distribution sur un nombre limité de personnes.

**Pour réduire l'inégalité d'accès au capital**, le SICTAME demande la distribution d'actions gratuites à tout le personnel, à hauteur du quart du brut annuel de chacun. Un premier pas a été fait en 2010, avec l'attribution de droits à 25 actions gratuites à tous les salariés du groupe (les actions ne seront attribuées qu'en 2012 et disponibles en 2014). Qu'on ne s'y trompe cependant pas : cette distribution a surtout pour objet de répondre aux nouvelles contraintes légales afin de permettre l'attribution d'options d'actions à la Direction Générale. **Les 2,5 millions d'actions prévues être distribuées aux 100 000 salariés du groupe sont à comparer aux 7 à 8 millions distribués chaque année à une minorité, sous forme d'options d'actions ou d'actions conditionnelles !**

C'est pourquoi **le SICTAME maintient sa revendication d'une distribution d'actions gratuites à tous, en une ou plusieurs fois à concurrence du quart du brut annuel de chacun**. C'est ainsi que l'on pourra véritablement développer un actionnariat salarié et permettre à tous « d'amorcer la pompe » pour les souscriptions payantes.

**En effet, pour souscrire aux augmentations de capital, encore faut-il que celles-ci soient attractives et relativement sécurisées et que le salarié dispose d'une capacité d'épargne lui permettant cette souscription.**

Or, l'on voit que Total ne fait pas grand-chose pour rendre ces augmentations plus attractives et mieux sécurisées.

Nous avons déjà dénoncé cette attitude en 2008 et rappelé<sup>1</sup> (le rappel a été aussi fait cette année) que :

- Total pouvait autoriser la souscription par arbitrage de l'épargne déjà investie (Total l'a fait en 1994 et 1995) ;
- Total est l'un des rares groupes qui n'abondent pas les souscriptions aux augmentations de capital ;
- à côté de la tranche avec 20 % de décote (20 % de décote équivaut à un abondement de 25 %) et blocage de 5 ans (qui est la contrepartie de la décote), pouvait être proposée une tranche avec 30 % de décote et blocage de 10 ans ;
- il pouvait être proposé un mécanisme à effet de levier avec protection du capital (Total et Elf l'ont fait en 1994).

**Ces dispositifs, susceptibles de rendre plus attractives et moins risquées les augmentations de capital proposées à tous les salariés, n'intéressent visiblement pas nos dirigeants.** Il est vrai que ceux-ci bénéficient des dispositifs d'options d'actions et actions conditionnelles, plus attractifs et sécurisés et porteurs que de plus values.

<sup>1</sup> Voir le tract « Augmentation de capital : quelle augmentation ? », accessible à l'adresse :

[http://www.sictame-unsatotal.org/communication/archivestracts2008/2008\\_02\\_12\\_Avas\\_Sictame\\_Quelle%20augmentation.pdf](http://www.sictame-unsatotal.org/communication/archivestracts2008/2008_02_12_Avas_Sictame_Quelle%20augmentation.pdf)

## Dans ces conditions, souscrire ou ne pas souscrire ?

C'est à chacun de se déterminer en fonction d'abord de sa situation personnelle, de ses objectifs patrimoniaux et de revenus, ainsi que de sa capacité d'épargne.

L'intérêt de tout salarié, surtout si sa capacité d'épargne est réduite, est de saturer d'abord les plans d'épargne d'entreprise qui ont des taux d'abondement attractifs (*300 % pour le PERCO ; tranches de 300 %, 100 % et 50 % pour le PEGT ; 50 % pour le PEC*), avant de se poser la question de souscrire à l'augmentation de capital.

A chacun ensuite de se déterminer en fonction de sa vision du devenir de l'entreprise. Quelle sera sa capacité à maintenir le service du dividende et à faire évoluer son cours de bourse, sachant que de multiples facteurs peuvent affecter l'un et l'autre : cours du baril, du dollar, évolutions géopolitiques, économiques, sociales, techniques, ...

**Notre monde est de plus en plus incertain**, marqué par une accélération continue à tous niveaux. Nul ne peut dire quel sera le cours du baril, du dollar ou celui de Total, à l'issue de la période de blocage de 5 ans et ce que vaudra l'investissement réalisé, ni encore moins quelle sera la situation géopolitique, économique et sociale du monde. Tout investissement comporte une part de risque (*positif et négatif*) qu'il appartient à chacun de prendre ou pas.

**La possibilité pour Total de dégager du profit** et donc servir un dividende et **voir son cours de bourse évoluer positivement dépend de multiples facteurs**, notamment de :

- sa capacité à accéder à la ressource minière et à renouveler ses réserves, que ce soit par le biais de son exploration ou par celui d'acquisitions ;
- sa capacité à développer et produire ses réserves dans des conditions de rentabilité économique suffisante ;
- sa stratégie de maintenir et développer des activités rentables de raffinage, marketing et chimie ;
- le cours du baril et celui du dollar (*les flambées de cours dopent les résultats, pas forcément l'action*) ;
- l'absence d'accident majeur pouvant mettre en péril la société, qu'il soit d'ordre géopolitique, économique, technique, juridique, environnemental, ...
- les conséquences et la poursuite de la crise débutée en 2007. Celle-ci n'a pas fini d'ébranler la planète et revêt de multiples aspects : elle peut continuer d'affecter la valeur des actifs (*immobiliers, financiers, boursiers...*) ainsi que la croissance, qui conditionne la santé de l'économie et le niveau du chômage. La crise économique a généré une crise sociale : dans les pays à régime autoritaire, celle-ci se double de mouvements populaires, voire révolutionnaires, pour obtenir la démocratie, les libertés fondamentales et le partage des richesses. Les pays démocratiques, qui ont accumulé déficits publics et commerciaux, se trouvent confrontés au risque souverain et à des politiques d'austérité. La remontée des taux, observée depuis quelques mois, peut aussi affecter le cours des actions, si celle-ci s'accroît et se poursuit.

Ceci étant, **autour de 35 €/l'action, l'investissement est plus attractif qu'il y a 3 ans, à 44,4 €** (*fin 2008 le cours de l'action a chuté sous les 35 €*). Si vous décidez de souscrire, vous pouvez utiliser votre capacité d'épargne ou vos disponibilités. Les parts souscrites en 2006 sont disponibles depuis ce 24 février 2011 ; leur vente peut financer la souscription 2011, moyen d'extérioriser la décote de 20 %, sans nouvel effort mais en acceptant un nouveau blocage de 5 ans.

**Considérez l'augmentation de capital comme un moyen d'épargner en actions Total** avec une **décote de 20 %** par rapport au cours de bourse, accompagnée d'une **facilité de financement** (*la décote a pour contrepartie le blocage des actions pour 5 ans, sauf cas de déblocage anticipé ; un salarié prévoyant de partir prochainement à la retraite ou d'acquérir sa résidence principale ou de se marier pourra être tenté d'investir plus car il pourra vendre plus vite s'il le souhaite*).

**Ne la considérez surtout pas comme un moyen de devenir un véritable actionnaire de Total.** En effet, en souscrivant à l'augmentation de capital, vous n'aurez pas la plénitude des droits de tout actionnaire : vous ne serez ni convoqué aux assemblées générales ni en capacité d'exercer les droits de vote liés aux actions. Tout au plus, pourrez-vous élire vos représentants au Conseil de surveillance, mais ils ne sont pas les seuls à exercer les droits de vote attachés aux actions ; y participent aussi les membres désignés par la direction. Après sa condamnation par le Tribunal et comme annoncé en décembre dernier<sup>2</sup>, Total a fait modifier le règlement du fonds en ce sens. Enfin, concernant le dividende, vous pouvez soit le capitaliser, soit le percevoir (*il s'agit des parts distributives*), formule généralement intéressante, mais qui se voit appliquer des frais de 7,5 € (*soit 30 €/an lorsque le dividende deviendra trimestriel*). Ces frais doivent être supprimés, sachant qu'un actionnaire normal perçoit ses dividendes sans frais !

**Afin de vous informer et de débattre, le SICTAME organise des Assemblées du personnel ouvertes à tous. Venez nombreux Vendredi 18 mars de 12h30 à 14h à Auditorium COUPOLE**

*NDLR : Les éléments présentés ci-dessus ne sont là que pour enrichir la réflexion et ne sauraient engager la responsabilité de leur auteur. A chacun de prendre ses décisions, compte tenu de sa situation personnelle et de sa propre analyse.*

<sup>2</sup> Voir notre tract 'Actionnariat salarié : Un autocontrôle à bon compte », à l'adresse : [http://www.sictame-unsatotal.org/communication/archivetracts2010/2010\\_12\\_14\\_CS\\_TAF.pdf](http://www.sictame-unsatotal.org/communication/archivetracts2010/2010_12_14_CS_TAF.pdf)